



Les organisations de jeunesse s'engagent pour une justice écologique et une justice sociale ! Mobilisons-nous du 20 au 27 septembre !

Alors que pendant plus d'un an, la population, et notamment la jeunesse, s'est mobilisée aussi bien pour la justice sociale que pour la justice écologique, la politique menée par le gouvernement d'Emmanuel Macron ne cesse de dégrader nos conditions de vie et ne répond absolument pas à l'urgence causée par les différentes crises sociales et écologiques.

En effet, les jeunes sont volontairement la cible de choix politiques régressifs menés par le gouvernement. La contemporanéité des aides aux logements va entraîner leur diminution (allant parfois jusqu'à 1000€ de perte), impactant sévèrement les jeunes en insertion professionnelle et les étudiant·e·s salarié·e·s. Dans le même sens, la réforme de l'assurance chômage vient précariser davantage les jeunes privé·e·s d'emploi. De leur côté, les étudiant·e·s continuent de voir leur coût de la vie augmenter alors que les bourses ne suivent pas. De plus les étudiant·e·s étranger·e·s doivent maintenant payer 15 fois plus cher que les français·e·s pour s'inscrire à l'université. Enfin, si la présentation de la réforme des retraites a été décalée, les premières pistes sont inquiétantes pour l'ensemble des jeunes qui risquent de voir leurs conditions d'accès à une retraite décente se durcir. Face à nos mobilisations, les réponses de l'Etat tendent vers diverses formes de répressions physique, juridique ou institutionnelle fortes, qui ne font que confirmer son autoritarisme.

A toutes ces mesures qui nous plongent de plus en plus dans la précarité, s'ajoutent des réformes infantilisantes, comme le SNU, inutile et militarisé, et restreignant notre droit à choisir nos études telle que la loi « Orientation et Réussite des Etudiants » et les réformes du baccalauréat et du lycée.

Ajoutées à toutes ces mesures libérales et autoritaires, les politiques anti-écologiques menées par le gouvernement français et les différents Etats à l'échelle mondiale ne font que noircir un peu plus le tableau. Nous sommes massivement descendu·e·s dans la rue ces derniers mois pour tirer la sonnette d'alarme : notre maison commune qu'est la planète est en train de s'effondrer et si les états et acteur·ice·s publiques n'agissent pas maintenant nous atteindrons rapidement un point de non-retour défigurant notre humanité. Nous serons impacté·e·s à tous les niveaux. Nos conditions de vie, notre santé, notre environnement et notre avenir sont menacés et commencent déjà à se déliter. La perte de fertilité des sols, les fontes des glaces ou encore la fréquence des événements climatiques extrêmes en sont déjà des signes perceptibles.

Les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre et 1% de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10% les plus pauvres. Ainsi justice écologique et justice sociale sont intimement liées. Les plus précaires, dont les jeunes, sont les premières victimes de cette crise écologique et toutes dégradations de nos droits et de nos conditions de vie aggravent cette situation. C'est donc une réponse globale que les gouvernements et acteur·ices mondiaux doivent apporter.

Face à un gouvernement qui méprise la jeunesse, continue de détruire la planète et ainsi nous prive de notre avenir, nous décidons de nous unir. C'est une autre vision de la société, de la répartition des richesses, de nos modes de productions, et de la jeunesse qu'il est indispensable d'avoir. C'est pour cela que nous revendiquons :

- L'abandon des politiques rétrogrades en cours et l'abrogation des mesures déjà prises à l'encontre des jeunes (contemporanéité des APL, assurance chômage, frais d'inscription des étudiant·e·s étranger·e·s, sélection etc.),
- La mise en place d'une réelle politique sociale en direction de la jeunesse (réforme en profondeur des bourses étudiantes, revalorisation des APL, accès au RSA, aides à l'insertion pro etc.),
- Une politique agricole et alimentaire ambitieuse qui préserve les sols, la biodiversité et nos territoires grâce à des paysan·ne·s nombreux·euse·s ; des systèmes alimentaires locaux permettant l'accès à une alimentation saine pour chacun·e·s, à l'abri des intérêts des industriels de l'agrobusiness.
- L'établissement d'une autre économie plus durable, responsable et égalitaire, respectueuse des femmes, des hommes et de la nature.
- L'inclusion dans les parcours scolaires et universitaires d'un corpus de connaissances relatif aux enjeux écologiques,
- La garantie des services publics de qualité et de proximité sur l'ensemble du territoire, par l'Etat qui doit mettre les moyens financiers indispensables, permettant un droit d'accès commun à tou·te·s pour se nourrir, se loger et se déplacer de manière juste et soutenable.

Pour toutes ces raisons nous appelons à participer aux actions et initiatives défendant une justice sociale et écologique dans la période du 20 au 27 septembre.

Paris, le 17 septembre 2019

Signataires : UNL, MRJC, JOC, UNEF, Jeunes Générations